

lorraine • 3

nancy • metz •
bar-le-duc • épinal •
sarreguemines

Compte rendu de l'instance de proximité 12 septembre 2024

Point 1. Point sur le service des assistantes sociales, assuré par social direct



Invitée : Laurence Tetrel (co fondatrice de Social Direct).

La structure est en place à France TV depuis novembre 2023, après avoir remporté le dernier appel d'offres sur ce service. L'une des principales différences avec le prestataire précédent est que l'organisation prévoit à nouveau de la présence physique dans les locaux.

Le bilan présenté dans cette instance est celui portant sur les 6 mois du 1er janvier au 30 juin 2024. Durant cette période :

- 3 personnes ont été accompagnées (1 pour un problème de logement et 2 pour des sujets de santé).
- 1 permanence a été organisée en mars, mais aucun rendez-vous (les entretiens ont été tenus par téléphone).

A l'échelle du groupe, ce sont 350 demandes qui ont été traitées.

Social Direct peut aussi apporter son aide pour les problèmes financiers, liés au départ à la retraite, la famille et les aidants.

Les échanges avec la RH ont lieu et sont fluides. Les élus ont mis en avant le fait qu'ils peuvent, eux aussi, être associés car ils sont des acteurs de la santé.

Une nouvelle permanence s'est tenue le 3 octobre, et la prochaine est prévue le 12 décembre. Une date pour une permanence à Metz est en cours de recherche. Sinon, le contact téléphonique est aussi de qualité car le standard est tenu par une assistante sociale : il y a donc une obligation de confidentialité, et le personnel est disponible de façon illimitée.

Point 2. Organisation de la nouvelle édition de Metz

En début de point, la direction rappelle que les moyens sont inchangés : les mêmes potentiels annuels ont été conservés. La nouvelle organisation prévoit le tournage de 2 sujets d'actu d'1'45'' et d'un grand format (fabriqué en décalé) sur une durée de 2'30''.

Les premiers retours donnent plus l'impression d'être dans un magazine que dans une locale d'actu.

Un travail est aussi à faire sur la bonne répartition des tâches et la bonne circulation de l'info.

À améliorer aussi : la qualité de la visio lors des conférences de rédaction du matin.

Point 3. Marque « ICI »

Changement de nom des éditions.

Il est confirmé qu'il a été entendu qu'à partir du 4 novembre, toute l'offre régionale portera la marque « ICI ».

La direction explique que le nom est connu, déjà utilisé et incarne la proximité.

Beaucoup de questionnements sont exprimés de la part des élus. Difficile d'en dire beaucoup plus en local, car le sujet n'a toujours pas été véritablement débattu au plan national.

On apprend juste qu'il est prévu qu'une campagne de communication sera déployée.

Point 4. Retour sur l'activité numérique durant la saison estivale

Les élus déplorent qu'il n'y ait pas eu assez de journalistes sur le web cet été, alors que, paradoxalement, il y avait des journalistes "en trop" sur le JT (amenés parfois à tourner des marbres dont certains n'ont jamais été diffusés).

Il était annoncé « 2 journalistes par jour » sur le web ! Dans les faits, c'était parfois 1, ou 1 plus l'alternante.

Constatés aussi : des dysfonctionnements par rapport à la présence ou non d'un adjoint au numérique, notamment le weekend.

Qu'en sera-t-il pour l'avenir ? Combien de journalistes par jour ? La direction répond qu'elle n'a pas encore les arbitrages pour 2025. Des réflexions sont engagées pour voir s'il serait possible de monter à 4 contributeurs/jour. Elle n'est pas sûre de pouvoir y parvenir.

Point 5. Les compétences complémentaires

- UCC Multimédia : 2 monteurs et 1 documentaliste
- UCC gestion d'antenne : 1 monteur
- UCC Mise en image : 4 techniciens vidéo (+1 en cours)
- Les monteurs de Nancy qui vont à Metz ont l'UCC mixage
- UCC Mise en lumière : 1 électro
- 8 journalistes CDI ont la CC1 (3 rédacteurs et 5 JRI)

- 12 journalistes CDI ont la CC2 (4 rédacteurs et 8 JRI)
- 7 journalistes CDD ont la CC1 (1 rédacteur et 5 JRI)
- 1 journaliste CDD à la CC2 (1 JRI)
- Une rédactrice et une JRI vont passer la CC1 en janvier 2025.

Point 6. Point sur les matériels de prise de vue

À Nancy, l'inventaire du matériel est le suivant :

- 3 caméras Sony X200 (+1X 200 en spare) + 1 pied par unité
- 1 caméra Sony X 300 + 1 pied
- 7 caméras Sony X400 (4 pour JRI + 3 pour TVR) + 1 pied par unité
- 3 boîtiers Sony Alpha 7 partagés (JRI et OPV, pour notamment Succulent et EDR)
- 2 boîtiers Alpha 7 + 2 UTS (i-phone 14) dédiés à deux salariés en RQTH.
- 1 boîtier Alpha 7 + 1 UTS (i-phone 15) dédiés à un salarié en RQTH.
- 2 UTS partagés (i-phone 15)
- 1 go pro

Du côté de Metz :

- 3 caméras Sony X400 + 1 pied par unité
- 2 caméras Sony X200 + 1 pied par unité
- 1 Go-pro
- 1 UTS partagé (i-phone 11)
- 1 boîtier Sony Alpha 7 + UTS (iphone 14) dédiés à un salarié en RQTH.

A Epinal :

- 1 caméra Sony X300

A Bar le Duc :

- 1 caméra Sony X200
- 1 UTS (i-phone 15 promax)

A Sarreguemines :

- 1 caméra Sony X200
- 1 UTS (i-phone 11 promax Mojo Pro)

Pour les équipes numériques :

- UTN (i-phone 8) + équipement défectueux (micro) -> le remplacement iphone est envisagé et le rachat d'accessoires est en cours.

Il est précisé que les futurs achats de boîtiers Alpha 7 et Kit UTS ne sont plus pris en charge en budget centralisé mais sont désormais à la charge des antennes (avec un budget annuel moyen de 11.000€).

Les caméras et matériels de captation sont renouvelés s'ils sont totalement HS, en fonction des besoins des JRI et OPV et de la pertinence ou de l'équilibre du parc des matériels. Ils ne sont donc pas forcément remplacés par des matériels identiques.

Un représentant de proximité s'est proposé pour en réaliser un questionnaire sur l'usage des matériels à l'attention des JRI, en lien avec la cheffe de centre. L'idée est de recenser ce qu'ils ont, et si ça leur convient.

Enfin, nous avons appris que 12 personnes se sont manifestées pour faire la formation Alpha 7 (parmi lesquelles 3 qui ont déjà été formées et qui souhaitaient une « piquûre de rappel »).

Point 7. Emploi

Un monteur de Nouvelle Calédonie a été détaché en région Grand-Est suite à la situation tendue qui règne sur le territoire néo-calédonien. Il est affecté principalement en Alsace, et, de temps en temps, en Lorraine et en Champagne Ardenne. Pour les 2 dernières semaines de septembre, il était à 100% en Alsace.

Les organisateurs d'activités des 3 antennes travaillent ensemble afin d'assurer une bonne coordination entre eux.

2 CDD effectuent un cursus « scripte » du 17 septembre au 11 octobre à l'UFTV. Durant cette formation, ils seront en contrat, ce qui leur permettra une reconnaissance par rapport à leur statut d'intermittent.

Ensuite, il est prévu une immersion, suivie d'un bilan (sur 4 jours), puis une période tutorée de 20 jours.

Enfin, un comité de validation est prévu le 2 décembre.

Poste de JRI fléché « actu 57 » à Metz : il a été publié au lendemain de l'instance, le 13 septembre. La consultation était ouverte jusqu'au 30 septembre dernier.

Poste de rédacteur en chef adjoint : les candidatures sont en cours d'examen.

Point 8. Point sur le pool « équipes légères » au niveau du Réseau



Invitée pour traiter ce point : Marie-Laurence Ferracci, qui est pilote sur ce dossier.

La gestion de ce pool est installée à Rennes mais fonctionnera pour l'ensemble des 12 directions régionales, hors Paris : en effet, « Ile de France » va continuer de fonctionner avec la Fabrique.

En fait, le projet consiste à transférer les personnels qui effectuaient ces tournages « équipes légères » au sein de la Fabrique vers le Réseau (qui était le principal client). Il s'agit donc de transférer les personnels mais aussi les matériels, véhicules et activités).

Ça n'aura donc pas d'impact sur l'activité prise en charge pour les régions.

L'intérêt, c'est par rapport à l'efficacité : l'idée est de simplifier le lien entre la commande et la prestation en réduisant les intermédiaires.

Le pool, c'est aujourd'hui 18 personnes avec une planification dédiée.

La mise en œuvre de cette nouvelle organisation est prévue le 1er novembre.

Avec 1 implantation à Rennes (2 équipes), une à Strasbourg (1 OPV, 1 éclairo, et un OPS), à Marseille (1 OPV et 1 OPS) et un OPV à Lyon. L'ensemble de ces équipes est susceptible de travailler pour les 12 antennes régionales. Toutefois, afin d'optimiser la gestion, et donc de limiter les déplacements, les équipes seront affectées en priorité sur les tournages demandés par les régions les plus proches. Les personnels de Strasbourg travailleront donc prioritairement pour les directions Grand Est, Hauts de France et Bourgogne Franche-Comté, en fonction des besoins.

Quel taux d'activité est-il prévu ? L'objectif est qu'il puisse y avoir le plus d'activités possible, en tenant compte des temps de déplacement et de la maintenance de premier niveau.

Quel plan de charge pour ce pool ? Il est en train d'être réalisé. En 2024, un total de 750 jours avait été quantifiés. En 2025, c'est encore en cours de construction.

Globalement le fonctionnement et l'activité restent les mêmes, c'est juste le pilotage qui change, avec une plus grande proximité dans le processus de commande.

Point 9. Y aura t'il besoin d'effectuer des économies ? Et y aura-t-il des conséquences sur nos contenus ?

Il n'y aura pas de répercussions sur nos budgets suite à la couverture imprévue des élections législatives et suite aux JO : on terminera l'année 2024 conformément aux prévisions. Et il n'y aura donc pas besoin d'avoir recours à des JT « grande région » d'ici la fin de l'année !



En marge de l'ordre du jour:

Nancy a été retenu parmi 4 sites pour effectuer un nouvel audit Alliance. Il est prévu que la consultante en charge de cet audit échange avec les représentants de proximité.

Le BIP de Sarreguemines va devoir déménager (la communauté de communes souhaitant récupérer les locaux actuels, dont elle est propriétaire).

Un nouveau local possible est identifié et une visite est organisée le 4 octobre, avec notamment les 2 salariés du BIP et le secrétaire de l'instance. L'objectif est de recueillir les avis, et de voir s'il y a poursuite du projet ou pas. S'il est poursuivi, le projet sera examiné en instance de proximité, puis en CSE.

Prochaine réunion de l'instance le 14 octobre en Lorraine

N'hésitez pas à nous poser vos questions !

Vos élus FO de proximité : **Catherine Reggianini - Thierry Pernin - Sophie Bartholmé - Hervé Marchetti - Yves Quemener - Bruno Demange**